

L'Aube

De nombreux officiers rejoignent Jean Ping !



(Lire en page 2)

Nominations au PDG/Michel Menga à Ali Bongo

« Tu m'as bien regardé ? »

Editorial

Evitons d'ouvrir des portes...sans cadenas !

Prévision, précaution, protection. Voilà bien un triptyque illusoire qui ne forme pas un bouclier. Et chacun de nous avance, complètement aveugle et presque sourd, au-devant des caprices du temps et de l'érosion du temps. Le Gabon traverse une forte turbulence marquée par des tensions à tous les niveaux. Tout ou presque ne tient qu'à un fil.

Du coup, personne ne sait de quoi demain sera fait. D'autant plus que le chef de l'Etat est lui-même une partie du problème et ne peut donc rien pour changer le pessimisme ambiant dans le pays. « *C'est notre propre lumière et non notre obscurité qui nous effraye le plus* », soulignait Nelson Mandela. Comme quoi, nous sommes gouvernés par un autiste, trop sûr de lui, et dont l'autosuffisance est sa propre limite. C'est dire qu'Ali Bongo baigne dans un obscurantisme notoire qui nous conduira à notre perte, et pas seulement la sienne.

La question aujourd'hui est de connaître comment sortir de la situation actuelle, sans effusion de sang. Les rancœurs, dans chaque camp, sont tellement tenaces qu'il est difficile de savoir comment les Gabonais vont se retrouver pour fumer le calumet de la paix. C'est pourquoi, il y a lieu de vaincre la peur en chacun de nous pour aller vers l'idéal de la sérénité.

Ali Bongo doit mesurer le poids de sa charge et laisser à ses compatriotes un environnement fiable et serein. Il lui faut vaincre sa peur de perdre le pouvoir et de se retrouver à répondre de ses actes devant les tribunaux. Le temps étant le maître de l'histoire, le chef de l'Etat serait inspiré d'aller vers un dialogue inclusif pour trouver les solutions à la crise multiforme de notre pays, afin qu'il sorte par la grande porte et que le pays commence un nouveau cycle.

Unis, nous devons redessiner notre vivre ensemble pour éviter aux uns et aux autres d'ouvrir des portes...sans cadenas. Donc impossible à refermer ! ■

Agnès Laplumacerbe



Le député de Cocobeach, dans une lettre littérairement bien calibrée, symboliquement bien dosée, politiquement pédagogique, humainement expressive,...vient de renvoyer le distingué camarade à ses pauvres convictions. Lui, Ali Bongo, croit naïvement que le Gabonais est foncièrement accroché au matériel. Que nenni ! Michel Menga M'Essone – à l'instar de tous ses compatriotes – aspire à davantage, notamment à la démocratie, au respect de l'autre, à un environnement façonné à l'aune des besoins des uns et des autres. En refusant le poste de SGA, porte-parole du PDG, cet enseignant de géographie démontre que le distingué camarade et son PDG sont géographiquement dans une zone de fortes turbulences.

(Lire en page 2)

Violence policière contre les élèves

Outrée par les actes de barbaries policières à l'endroit des élèves du lycée Paul Indjendjet Goudjout et du lycée Technique Omar Bongo, la Société Civile Libre organise ce lundi 08 février, à 11h30, une Conférence de presse de clarification. Suite à l'arrestation de plus d'une cinquantaine d'élèves dont plusieurs sont dans un état lamentable, la bande à Marcel Libama entend révéler au grand public les conditions de détention de ces élèves, leur état de santé et les actions envisagées pour leur libération.

La mobilisation de tous est attendue pour nos enfants !

Pierre Alain MOUNGUENGUI et la méthode forte

En limogeant Stéphane Bounguenza et tout son staff technique, et en radiant à vie plusieurs joueurs, le président de la Fédération gabonaise de football confirme l'ADN des émergents : la violence comme mode de gouvernance. Car, en quoi la débâcle des Panthères A' lors du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) à Kigali au Rwanda est entièrement imputable aux personnes sanctionnées ? A moins de croire que nous sommes dans une jungle, les sanctions prises obéissent à quel Code ?

Au lendemain des nominations de mardi dernier au PDG

Michel Menga M'Essone dans l'histoire !

Pour réussir le pari du changement, il faut en accepter les sacrifices et aller au bout de son engagement. Au nom de ce principe, le député de Cocobeach refuse des réponses de façade face à des problèmes de fond. Notamment la démocratisation du PDG que le courant « Héritage et modernité » réclame depuis plusieurs mois et pour laquelle Ali Bongo s'est toujours montré allergique. Le distingué camarade préfère opter pour les nominations juteuses et honorifiques pour calmer la colère de ses camarades. Mais la mayonnaise ne prend pas, les méthodes d'hier ne paient pas aujourd'hui. Pour preuve !

Charles Mendome

La valse des nominations qui reviennent, froissées, en plein dans le visage d'Ali Bongo, se poursuit. Après le double camouflet à lui infligé par Moukagni-Iwangou et Jean-Robert Endamane le 11 septembre dernier en refusant des postes ministériels, le premier comme ministre d'Etat avec le portefeuille de l'Agriculture axé particulièrement sur la gestion du Projet Graine alors qu'il présidait le Front de l'opposition pour l'alternance, l'aile la plus radicale de l'opposition gabonaise, et le deuxième comme ministre délégué chargé de l'Urbanisation et du logement en étant membre du Rassemblement Pour le Gabon (PGP), c'est Michel Menga qui vient compléter le traditionnel adage du « jamais deux sans trois » en déclinant dans une lettre adressée au distingué camarade président, le poste de secrétaire général Adjoint du Parti démocratique gabonais (PDG) chargé de l'organisation et de la mobilisation en plus d'être le porte-parole du parti, auquel il a été nommé quelques heures avant.

Qu'il s'agisse des deux premiers qui ne sont pas membres du parti du président ou de Michel Menga qui est un des cadres du PDG puisque député de Cocobeach, la même première raison évoquée est l'inexistence de la minimale consultation préalable à la publication de leur nomination. C'est en substance ce que l'élu de la Noya dit quand il relève avec des mots dosés et très polis, que cette « nomination qui inter-



Menga pouvait-il accepter cette nomination pendant que son compagnon de lutte est en prison. Pas évident, pour cet homme accroché à la démocratisation du PDG. Photo de droite : Michel Menga vient de prouver son déterminisme contre Ali Bongo

vient avant la tenue d'une élection aussi capitale que le scrutin présidentiel ne lui laissera point le temps nécessaire d'apporter au parti sa contribution aux changements qu'il estime indispensables à sa revitalisation ». En clair, vous m'en auriez parlé avant que je vous l'aurais dit. Mais ce n'est pas le plus fort de la lettre qui est à la fois un condensé de leçons des procédures et d'une meilleure appréciation et utilisation des qualités et compétences des personnes qu'il sollicite pour travailler à côté de lui. Notamment quand il écrit que « le contenu de la fonction que je suis appelé à exercer me semble sujet à caution du fait de l'existence d'un secrétaire général adjoint chargé des organes et des structures du parti. Dans ce contexte, je ne peux ni me réjouir, ni me résoudre à organiser les événements d'un parti dont je tiens les idéaux en haute estime ». Cette très belle formulation ne signi-

fiera jamais rien d'autre qu'un refus pour Michel Menga, haut cadre d'un PDG auquel il a consacré une bonne partie de sa vie, de se contenter de faire transporter des militants et badauds dans des bus et de leur demander de crier « Bongo oyé, oyé, oyé, soutien !!! » dans les rassemblements. Le genre de propos que nous résumons simplement au quartier par un très court, cinglant et plus explicite « Tu m'as bien regardé, moi Menga m'Essone ? ».

Et de recadrer son distingué camarade président (DCP). « Je partage avec de nombreux autres camarades des convictions et idées que nous estimons novatrices dans l'optique de la consolidation des acquis et l'amélioration du fonctionnement de notre parti... Elles concernent globalement la démocratisation interne du PDG, la redynamisation de ses différentes structures et l'organisation d'un congrès censé consa-

crer la modernité de notre grand parti. Rien de tout ce qui a été suggéré n'a été pris en compte ». La parfaite phrase à tiroirs dans laquelle l'enseignant de Géographie notifie le hors sujet parfait à Ali Bongo. Parce que les problèmes dans lesquels le PDG est embourbé jusqu'au cou ne trouveront pas de solution miracle avec la seule nomination individuelle de Michel Menga.

Parce que le mal du PDG est dans son fonctionnement quotidien qui permet à Ali Bongo, par exemple, de nommer un secrétaire général adjoint en dehors d'un congrès alors qu'à le lire, rien dans les statuts ne le lui

permettrait. Parce que les décisions importantes ne doivent plus faire l'objet d'un diktat univoque du haut vers le bas, mais d'une concertation et d'un échange entre ses différentes instances, du militant de base au président. Parce que les structures du parti méritent d'être redynamisées et une grande rencontre de tous les militants convoquée pour que tous les problèmes soient posés sur la table et débattus pour leur trouver les meilleures et définitives solutions. C'est la voie de la modernité que suggèrent Michel Menga et ses amis et à l'appel de laquelle le distingué camarade président est resté sans la

simple courtoisie d'une réponse.

Comme on le voit, Ali Bongo n'a jamais compris qu'un leader porte des valeurs et n'est pas un distributeur de petites nominations pour occulter les problèmes de fond d'un vivre ensemble. Michel Menga attendait plutôt, du distingué camarade, la libération de Serge Maurice Mabiala, détendu arbitrairement depuis des mois à la prison centrale de Libreville et dont la vie est en danger. Pour tout dire, le refus de cette nomination par Michel Menga est un acte de grandeur et preuve de bravoure !■

Et si Serge Maurice Mabiala...

C.M

Modernité ! Oui modernité ! Le mot est lâché. Lequel, associé à Héritage, devient le courant le plus frondeur à l'intérieur du PDG. Emmené par Alexandre Barro Chambrier et Michel Menga comme porte-parole, le groupe – qu'on dit largement majoritaire de cadres et élus refusant de suivre la caravane de manière grégaire – a décidé de faire du PDG un vrai parti politique, tout à l'opposé de la machine à accompagner les Bongo qui en usent comme un bien privé. Ils veulent casser le diktat de la présidence du parti qui ne se sent aucune obligation de concertation ni de consultation et qui s'impose à tous. Ils veulent en faire un parti qui joue son rôle de contre-proposition au pouvoir et même de contrepoids à l'exécutif par une présence plus utile à l'éclosion démocratique du pays au lieu d'être le

simple figurant de légitimité, même des plus mauvaises décisions de gestion, dévoyant de ce fait les missions républicaines des deux chambres du Parlement où il est majoritaire.

Ils veulent un parti au pouvoir qui impulse l'action du gouvernement au lieu de la subir. Autant de revendications qui vont frontalement s'opposer à la conception qu'a Ali du parti et de l'utilisation qu'il en fait, et qui font du mouvement et de ses animateurs des adversaires politiques traités au même titre que l'opposition externe au parti.

Ali Bongo a donc choisi de nommer Michel Menga au secrétariat général adjoint alors que la plus grande cause de brouille entre lui et « Héritage et modernité » ne trouve même pas un début de solution. Depuis près de cinq mois, un des plus fervents animateurs du courant, Serge Mabiala, ancien ministre et

ancien directeur de cabinet adjoint du président de la République, est emprisonné sous l'accusation de détournement de deniers publics, faux et usage de faux en écritures comptables.

Des faits qui remontent à des années, alors qu'il était directeur général adjoint d'un service public. Ses avocats clament sur les toits que le dossier d'accusation est vide et les griefs portés contre lui matériellement impossibles à commettre, les membres d'H&M n'en demandent pas mieux pour conclure et expliquer cette arrestation par des motifs politiques d'opposition au distingué camarade président. Michel Menga soupçonne donc sans le dire et tout H&M avec lui, Ali Bongo, inspiré par Accrombessi, d'avoir tenté de décapiter le mouvement en le nommant lui. Ce qui justifierait encore plus son « Tu m'as vraiment bien regardé ? » pour l'envoyer balader. ■

Le niet de Michel Menga à Ali Bongo, une aubaine pour Paul Biyoghé Mba

C.M

Avec ses rang et grade de 1er vice-Premier ministre et membre du Comité permanent du bureau politique, Paul Biyoghé Mba pourra continuer à commander seul et sans rivalité sur le PDG dans l'Estuaire du fait que Michel Menga M'Essone, homme de caractère et de principe, vient de rejeter sa nomination en qualité de secrétaire général adjoint 2 du parti. A vrai dire, tels deux coqs qui ne sauraient régner dans la même basse-cour, les deux hommes ne se sont guère jamais appréciés. Le député de Cocobeach, ancien secrétaire général adjoint chargé des élections, a toujours contesté le leadership politique du propriétaire terrien de Bikélé, ancien déserteur du PDG et président fondateur du Mouvement commun de développement (MCD), ancien Premier ministre, actuel 1er vice-Premier ministre et membre du comité permanent du parti. Heureusement pour eux, chacun a son marigot. Malgré cela, Paul Biyoghé Mba a profité de la naissance du



Biyoghe Mba remerciant M. Menga qui lui peret de jouer le rôle de gourou du PDG dans l'Estuaire.

courant (toujours existant) « H&M » cornaqué par Michel Menga (député et MBP) et Alexandre Barro Chambrier (député et MCPBP) pour écarter ces derniers des activités du PDG dans l'Estuaire sous le fallacieux prétexte que « par leur entêtement, ils se sont mis volontairement en marge du parti ». L'acceptation de sa reconduction au secrétariat exécutif du PDG aurait donc sonné le glas du pouvoir centralisé du roitelet de Bikélé sur les camarades de l'Estuaire. Car le

secrétariat exécutif est l'instance au-dessus du bureau politique. Par un simple « oui », Santiago aurait pu prendre les rênes du parti dans la province. C'est pourquoi, avoir opposé une fin de non-recevoir à Ali Bongo constitue pour le pouvoiriste Paul Biyoghé Mba une aubaine pour continuer à être aux avant-postes. Il devrait donc pouvoir remercier l'« entêté », car sans lui il serait réduit à jouer les seconds rôles. Mais pour combien de temps ?■

Promotion dans les forces de défense et de sécurité

Les officiers ogivins toujours oubliés

C'est le constat général qui ressort des derniers avancements en grade enregistrés dans les différents états-majors de l'Armée, la Gendarmerie et la Police gabonaises. Si on note l'ascension d'une jeune génération fort prometteuse, il faut malheureusement déplorer que les officiers issus de l'Ogooué-Ivindo ne franchissent plus le grade sommital depuis près de dix ans. Une situation injustifiable.

Jean-Pierre Abele-Ntame

Est-ce parce qu'elle est réputée être un réservoir de rebelles que la province de l'Ogooué-Ivindo ne compte plus de généraux nommés dans notre République supposée égalitaire ? Cette question, d'apparence anodine, est de celles qui nourrissent fréquemment les conversations et – pourquoi ne pas le dire – le ressentiment des Ogivins depuis les récentes promotions intervenues dans les forces de Défense et de sécurité. Sur les tableaux d'avancement, en un peu plus de dix années de chambardement d'officiers supérieurs, pendant que d'autres provinces ont vu s'élever leurs « rejets », le G6 s'est contenté d'une réserve pléthorique d'officiers subalternes. Une stagnation qui dure.

Sevré de tout commandement dans les états-majors, nullement hissé au sommet de la hiérarchie respective des différents corps d'Armée et de Police, l'officier ogivins n'a même pas la petite consolation d'être nommé général de brigade. A Makokou comme à Booué, de Mékambo à Ovan, on ne compte aucun militaire de haut rang, comme si les natifs de ces contrées n'avaient ni le mérite, ni des compétences égales à leurs compatriotes des autres localités de notre Gabon commun. Cette anomalie est d'autant plus injuste et arbitraire que d'autres provinces – le Haut-Ogooué, le Moyen-Ogooué, la Nyanga ou le Woleu-Ntem – enregistrent un quota de hauts gradés anormalement élevé, avec une densité de généraux au mètre carré défiant les pays d'Amérique la-

tine. Faut-il en déduire que l'officier ogivins est un cancre ?

Il serait si facile de se laisser abuser par un tel préjugé. Cependant, si l'on se réfère à l'histoire des trente dernières années, force est de rappeler que l'Ogooué-Ivindo n'a pas toujours manqué de dignes représentants étoilés. Trois hauts dignitaires ogivins de nos forces de sécurité égalaient en renom et en vaillance des grands noms tels que les Généraux Boulingui, Ossiali, Mengome Atome, etc. Personne, en effet, n'a oublié les généraux Angome Minsoh (Police), Ondzaga Obama (Armée) et Mamiaka (Gendarmerie) qui surent si bien accompagner Omar Bongo durant ses années de splendeur. Et l'on ne saurait ignorer le général Bathélémy Mbia, l'un des rares officiers gabonais à avoir participé à des opérations militaires en Indochine dans les années cinquante. Pourquoi donc le flambeau n'a-t-il pas été transmis ?

La réponse est simple. Pendant son long et personnel ministériat à la Défense, puis durant son inutile mandat présidentiel, Ali Bongo s'est attaché à mettre sous l'éteignoir tout ce que le G6 comptait d'officiers brillants, soit parce qu'il nourrit une défiance pathologique à leur endroit, soit parce qu'il sait que cette province lui est foncièrement hostile. Faute d'explications rationnelles, on ne peut que se livrer à ces deux hypothèses qui s'emboîtent parfaitement. Car, rien n'explique que le colonel de police Germain Eféyong Onong, par exemple, continue de poireauter depuis sept années malgré un professionnalisme unanime-



Parmi ces compatriotes, il y a des Ogivins. Lesquels sont réduits à défiler et non à occuper des postes stratégiques au sein de nos forces de Défense et de sécurité.

ment salué et toute la satisfaction qu'il donne à sa hiérarchie. Enquête faite, nous avons appris qu'on le taxerait de trop d'indocilité, c'est-à-dire qu'il agirait en électron libre, refusant de s'affilier aux fameuses « chapelles » qui adoucent ces temps-ci les jeunes loups pressés de réussir.

Le même grief serait avancé pour expliquer le surplace du colonel d'armée Justin Eféyong Ndong, dont la liberté de ton et le caractère bien trempé ne plaident pas pour sa promotion. Résultat, cet Ovanais bon teint et à la langue bien pendue connaît un ralentissement de carrière qui lui fait jouer les seconds rôles face à d'autres officiers de valeur moindre. Pour sauver la face de l'Ogooué-Ivindo, on pourrait toujours arguer que le nouveau commandant en chef de la Police nationale est originaire du coin.

Mais ce ne serait pas totalement vrai. Si, par sa mère en effet, le Général de brigade Jean Clotaire Oyé Zué est du village Ikowong – non loin de Makokou –, son ascendance paternelle le situe plu-

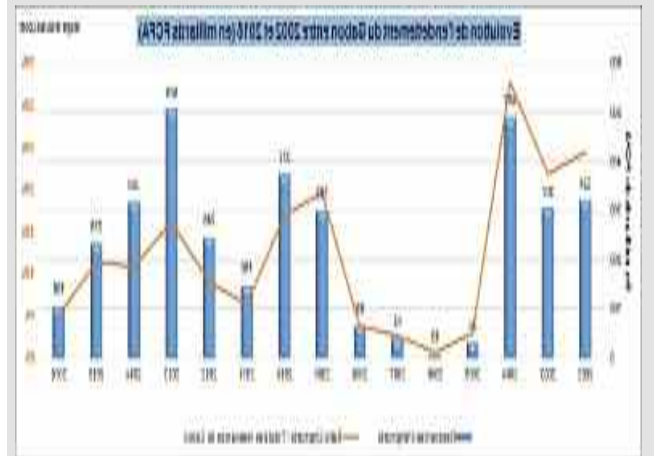
tôt du côté du Woleu-Ntem. Voilà comment la patrie d'Issozet Ngondet et d'Ikambouyat se retrouve avec un humiliant zéro pointé au rayon des généraux. Ce qui, soit dit en passant, ne doit pas beaucoup troubler leur sommeil, du moment que cette situation réduit de potentielles rivalités susceptibles de leur faire ombrage. Oubliée, comme toujours, par le pouvoir émergent, la province abritant les riches gisements de Bélinga et les rivières aurifères dont se gorgent qui vous savez, ne mérite pas le traitement de paria qui lui est réservé. Dans une République qui prône le partage, tous les citoyens doivent recevoir chacun selon son mérite, et chaque province doit également être mise en valeur comme chacune des huit autres.

Pourquoi l'Ogooué-Ivindo est-elle toujours l'objet d'un apartheid indigne ? A l'approche de la campagne problématique pour l'élection présidentielle d'août 2016, Ali Bongo, qui devra quitter le bateau avant l'élection présidentielle, n'aura pas à

regretter de n'avoir pas du territoire vers le Congo... promu un Ogivin, à moins son probable lieu de naissance. ■

2 250 milliards FCFA de dettes supplémentaires depuis 2009

Mays Mouissi*



Dans leurs dernières publications, le FMI et l'agence de notation Standard & Poor's s'inquiètent de l'accroissement de la dette du Gabon qui dépasse désormais le plafond de 35% du PIB que le pays s'était imposé dans sa stratégie d'endettement. L'analyse de l'évolution de la dette gabonaise telle qu'inscrite dans les lois de finances successives entre 2002 et 2016 permet de constater le retour aux emprunts massifs sur la période 2009 – 2016 alors que pendant les 4 années qui la précèdent, le total des emprunts fut contenu en-dessous de 160 milliards FCFA.

Un niveau d'endettement contenu avant 2009

Voulant étudier l'évolution de l'endettement du Gabon sur 15 ans, nous avons observé l'évolution des emprunts sur 2 périodes : la période 2009 – 2016 qui couvre les emprunts décidés depuis l'avènement d'Ali Bongo, actuel Président du Gabon à la magistrature suprême et qui lui sont directement imputables ; et la période 2002 – 2008 qui couvre les emprunts décidés par les précédents gouvernements. Ainsi sur la période 2002 – 2008, le total des emprunts du Gabon s'est élevé à 1 279 milliards FCFA. Au cours de cette période on peut distinguer 2 phases :

- La période 2002 – 2004 marquée par le recours à l'emprunt pour des montants particulièrement élevés (1 124 milliards FCFA en 3 ans) ;
- La période 2005 – 2008 où le niveau d'endettement a été fortement réduit. Il est ainsi passé de 492 milliards FCFA en 2004 à seulement 35 milliards en 2005, dégringolant même jusqu'à 10 milliards FCFA en 2006. Au cours de ces 4 années, le Gabon avait réussi à contenir son endettement qui n'a représenté que 156 milliards FCFA.

A partir de 2009, le retour des gros emprunts

La période 2009 – 2016 permet de constater un fort accroissement des montants empruntés par le Gabon. En effet, alors qu'en 2008 le Gabon n'avait emprunté que 68 milliards FCFA, il s'est endetté de 303 milliards FCFA en 2009, un montant 4 fois supérieur à celui de l'année précédente (+345%).

De façon globale, entre 2009 et 2016, le Gabon a emprunté 2 250 milliards FCFA (contre 1 279 milliards FCFA sur la période 2002 – 2009). Les pics d'endettement sont observés en 2013 (509 milliards FCFA d'emprunts), en 2010 (377 milliards FCFA) et en 2014 (320 milliards FCFA).

S'il convient de noter l'amorce d'un rythme et de volumes d'endettement décroissants entre 2014 et 2016 (108 milliards FCFA en 2016 selon la prévision budgétaire), il faut cependant souligner que les niveaux d'endettement observés demeurent largement supérieurs à ceux constatés entre 2005 et 2008. Par ailleurs, au regard du contexte économique actuel marqué par la baisse des revenus pétroliers, tout laisse à penser que le gouvernement présentera dans un avenir proche une loi de finances rectificative pour l'exercice 2016. Il faudra s'attendre à ce moment à une révision de la prévision d'endettement de 108 milliards FCFA à la hausse pour compenser la baisse des revenus pétroliers. ■

*Analyste économiste
www.mays-mouissi.com

Les Transports sombrent dans la grève !

Albert Ndong Mba

« Mon pays va mal » ! Ce n'est plus seulement Tiken Jah Fakoly qui peut le dire, ni même les seuls fonctionnaires de la Santé, des Affaires sociales, des Eaux et forêts, et de l'Éducation nationale. Désormais ceux des transports déchantent ! Les membres du syndicat national de la direction des Transports terrestres et du syndicat national de la Marine marchande ont tenu une assemblée générale lundi dernier à l'immeuble interministériel à Libreville. Au menu des discussions, le compte rendu des négociations menées avec la tutelle suite au dépôt d'un cahier de charges des revendications. Notamment : le non-paiement de la PIP du 2^{ème} trimestre de l'année 2015, le retour des primes de rendement, les frais de visite, les bus, l'effectivité de la reprise des activités des agents du contrôle routier.

A ce sujet, le 27 janvier dernier, les leaders syndicaux ont été reçus par leur ministre. Concernant la PIP, Ernest Mpouho a estimé que c'était un problème transversal dont la so-



Ernest Mpouho, ici lors de l'An 54 de notre indépendance, est face aux conséquences de la mauvaise gouvernance d'Ali Bongo et ses amis de la légion étrangère.

lution dépend des autres départements ministériels. Pour le retour des primes de rendement au ministère des Transports, Mpouho Epigat attend que la réactivation de cet avantage dans les autres administrations soit effective afin de lui permettre de soutenir l'action des syndiqués.

Pour le compte des feuilles de visites, le Premier ministre a dé-

mandé au ministre Ernest Mpouho d'adresser des correspondances aux différents opérateurs afin qu'ils épongent leurs dettes auprès de la marine marchande et qu'un compte soit ouvert à Ecobank à cet effet. Pour terminer avec les bus, il a été demandé aux Travaux publics de tout faire pour que soit remise à la disposition des agents les deux bus. Des réponses, pour les syndica-

listes, qui sonnent creux dans leurs oreilles. Pour eux, c'est une manière pour les instances gouvernementales, de se payer leur tête. Ainsi, M. Ndong, secrétaire général des syndicats de la Marine marchande, s'est voulu explicite sur les points de leurs revendications : « Ce sont des anciennes décisions qui nous ont poussés à entrer en grève. Il y a d'abord la prime de rendement, ensuite le non-paiement de cinq trimestres de frais de visites, la PIP du 2^{ème} trimestre de l'année 2015 qui n'a toujours pas été versée mais dont ils disent qu'il faudra attendre la fin du mois de juillet 2016, et enfin la mise en circulation des bus ».

Pour lui, une chose est sûre et certaine, « le ministre a reconnu son incompétence vis-à-vis des questions financières car toutes les affaires financières du pays ne se règlent plus au Trésor public mais au Palais du bord de mer. La grève sera illimitée jusqu'à la satisfaction, au moins, des 2/3 de leurs revendications ».

Le pays va vraiment mal ! Que va faire Ernest Mpouho ? ■

Face à la pagaille dans la République

« Le peuple doit prendre ses responsabilités »

Ainsi parle Jean François Ntoutoume Emame dont le combat est de voir le Gabon devenir un Etat démocratique. A plus de 70 ans, l'homme n'a plus d'ambition personnelle pour se porter candidat à la magistrature suprême. Mais, il souhaite participer, à son niveau, à un remodelage de l'environnement socio-polico-économique de notre pays.

Sera-t-il entendu ?

Olivier Nang Nzeng

La marque d'un homme demeure sa capacité à s'adapter au temps et surtout d'anticiper sur les événements. Jean François Ntoutoume Emame, concepteur du « progressisme démocratique et concerté », et flatteur en diable de l'ego d'Omar Bongo, avec son mémorable « sous la haute inspiration de son excellence Omar Bongo », continue d'arpenter les ruelles des quartiers de Libreville pour prêcher son évangile : Amener les Gabonais à prendre conscience du danger qui nous guette individuellement et collectivement pour éviter à notre pays un bain de sang inutile. En langage simple, lui, Ntoutoume Emame, appelle le peuple gabonais à prendre ses responsabilités avant qu'il ne soit trop tard. C'est le sens donné à la caravane de causeries politiques initiée par Jean François Ntoutoume Emame. L'ancien édile de Libreville,



Ntoutoume Emame sera-t-il compris. Dommage! Photo de droite : Frédéric Massavala, pour amuser la galerie, ne cache plus ses ambitions pour la prochaine présidentielle.

accompagné de Frédéric Massavala Maboumba était, le 06 février dernier au quartier Plein Ciel Biséké dans le 5ème arrondissement de la commune de Libreville.

La position de François Ntoutoume Emame est connue de tout le monde. Notamment la mise à plat de toutes les institutions avant l'organisation de toute élection, celle de Frédéric Massavala son nouveau

compagnon politique, ne cesse de susciter bien d'interrogations.

En marge de cette causerie, Frédéric Massavala Maboumba, ancien conseiller d'Ali Bongo, s'entretenant avec la presse, s'est voulu mesuré. Pour lui, sa position n'est pas aussi figée que celle de son aîné, Jean François Ntoutoume Emame. Il est donc clair là-dessus « si jusqu'à un certain mo-



ment les conditions de transparence ne sont pas réunies pour la prochaine élection présidentielle, il faut tout de même se préparer à y aller, se mobiliser, afin de barrer la route à Ali Bongo ».

D'ailleurs, cette position ne surprend personne. Pour mémoire, lors de sa déclaration de démission du parti au pouvoir, Massavala Maboumba relevait que si « l'opposition persiste

dans la cacophonie, il prendrait ses responsabilités et se porterait candidat à l'élection présidentielle de 2016 ». Dans bien des cas, l'ancien ministre délégué à l'Education nationale ne cache plus ses ambitions présidentielles.

Du coup, l'on a bien l'impression, à quelques mois de la présidentielle, que Ntoutoume Emame prêche dans le désert. Que tous les états-majors poli-

tiques travaillent de manière voilée ou ouverte à concourir pour arpenter les marches du palais du bord de mer.

Cependant, l'ancien Premier ministre ne cesse de prévenir: vaut mieux une fin en catastrophe qu'une catastrophe sans fin. Autant anticiper des potentiels conflits en se parlant, en remettant tout à plat avant des élections que de le faire après et gérer des tensions dans le pays.

Au regard de ce qui précède, Jean François Ntoutoume, peu importe l'angle d'observation, est sur la bonne voie. Autrement dit, aux conditions actuelles, ni Ali Bongo, ni Jean Ping, personne n'acceptera le verdict sorti des urnes. Alors, autant bien nettoyer notre environnement au risque de subir les événements pour garantir une élection apaisée.

Comme quoi, nous n'avons pas de pays de rechange, nous ne sommes pas nombreux, vaut mieux faire l'économie des morts. A bon entendeur ■

L'Union nationale...bouge (enfin) !

Charles Mendome

Pombé, jusqu'à un passé récent, par une réunionite sans fin, le parti cher à Zacharie Myboto investit désormais le terrain depuis un certain temps. Plusieurs sorties se déroulent ici et là. Même si, disons-le comme ça, elles se font à minima, à la limite de la cachoterie. A Médouneu, par exemple, la semaine dernière, Paul Marie Gondjout et sa suite ont eu une séance de travail, au domicile de l'ancien secrétaire exécutif André Mba Obame, avec les responsables locaux de cette formation politique. Pas de tambour ni trompettes mais des actions de proximité, peut-on dire.

A Libreville, par contre, dans le cadre de sa mission, celle d'implanter le mouvement des jeunes de l'Union nationale sur l'ensemble de la province de l'Estuaire, le bureau de la coordi-



Gondjout et sa suite à Medouneu...

nation communale de Libreville, mené par Ghislain Ledoux et Patrick Ndoutoume Ongono, a lancé le 06 février dernier, au quartier Plein Ciel Bisségué, dans le 5ème arrondissement de la commune de Libreville, une campagne de conscientisation.

Cette descente des jeunes de l'UN sur le terrain avait pour objectif de sensibiliser les jeunes sur l'irrecevabilité de la candidature d'Ali Bongo Ondimba pour l'élection présidentielle de 2016 et dans la même optique réexpliquer à la jeunesse comment Ali



...et le mouvement des jeunes de l'UN sur le terrain

Bongo a violé l'article 10 de la loi fondamentale (la Constitution).

Pour les jeunes de l'UN, Ali Bongo a commis un parjure à l'égard de la République. Dès lors, le mot d'ordre du mouvement des jeunes est clair : Ali Bongo n'a pas d'acte de naissance !

Par conséquent, il ne peut être candidat à l'élection présidentielle de 2016 ! Au reste, les jeunes unionistes ont tenu à condamner l'expédition punitive lancée il y a quelques semaines par les forces de Police sur les jeunes lycéens. Ghislain Ledoux estime que

« cette vague de violence est inexplicable. D'autant que les problèmes posés par les lycéens sont légitimes ». A cet effet, le mouvement national de l'UN lance un avertissement au ministre de l'Intérieur « une riposte sera programmée, s'il ne retient pas la bestialité de ses troupes ! La jeunesse gabonaise ne saurait être la bête de boucherie », ont-ils, à nouveau souligné.

Pour leur part, les jeunes de Plein Ciel Bisségué ne sont pas restés insensibles face à ce message de détermination. Lesquels ont décidé de renforcer les rangs du mouvement national des jeunes de l'Union nationale pour le combat de libération du Gabon.

roisade politique poursuit, dans les tout prochains jours, sa campagne de sensibilisation dans les six (6) arrondissements de la commune de Libreville. ■

Dans la perspective de la prochaine élection présidentielle de 2016

L'URDP renaît et porte son choix sur Jean Ping

A la faveur d'un congrès dit de la redynamisation, l'URP parti de l'opposition, porte son choix sur le natif d'Omboué pour être le candidat de l'opposition lors de cette consultation électorale. Fait très notable, l'entrée massive de nombreux officiers supérieurs des Forces armées à la retraite dans le nouveau directoire du parti cher à Jean Marcel Malolas

Orca Boudiandza Mouele

En politique, l'on n'est jamais mort. Tout est question de circonstances, d'opportunités et sûrement de positionnement ou de choix politique. C'est sans doute, le sens à donner au réveil ou à la résurrection (c'est selon) de l'Union républicaine pour la démocratie et le progrès (URDP). Ce parti de l'opposition longtemps resté en léthargie, a effectué son réveil le 06 février dernier à l'occasion de l'organisation de son congrès dit de la « Redynamisation ».

C'est dans une salle pleine, au complexe Jean et Mireille, dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville, que les troupes de Jean Marcel Malolas ont décidé (au terme du congrès) de porter leur choix sur Jean

Ping pour être le candidat de l'opposition à la prochaine élection présidentielle. Ce qui au fond n'était pas une surprise, eu égard à la présence, ces derniers mois, de nombreux cadres du parti lors des tournées provinciales de l'ancien président de la commission de l'Union africaine.

Bien avant, dans son propos introductif, le président du bureau du congrès, Vincent Moulengui Boukosso (récent démissionnaire du PSD de Maganga Moussavou et probablement nouveau militant de cette formation politique) a fixé les grands axes de réflexion dudit congrès. Dans ce sens, l'ancien compagnon de route de Paul Mba Abessole, Maganga Moussavou a indiqué à l'endroit des congressistes le cap à suivre « vous avez cours de vos réflexions le devoir de faire de notre parti, dans les jours à venir, un



Jean Ping plébiscité par le congrès de l'URDP.

parti de pouvoir (...) et un parti de pouvoir par la participation de celui-ci aux commandes de l'Etat ». Et pour que ce souhait, émis par Vincent

Moulengui Boukosso, soit demain une réalité, l'URDD s'est, semble-t-il, donné les moyens humains nécessaires.

Ainsi dans la composition de son nouveau bureau, l'on retrouve aussi bien des enseignants chevronnés d'universités (Dr Jean Marcel Malolas, Dr Firmin Ikabanga, Pr Vincent Moulengui Boukosso) que des anciens officiers supérieurs des Forces armées à la retraite (Colonel Théophile Makita Niembo, Colonel Augustin Makosso Mvombi, Colonel Guy Claude Ndong Edou, Colonel Paul Mouti Nzengui, Colonel Dominique Kouere, Colonel Ndong Mbeng, commandant Youpou Mougoungui).

Du coup, l'entrée impressionnante de près d'une dizaine d'officiers supérieurs à la retraite des Forces armées gabonaises n'a pas manqué de susciter de nombreuses interrogations : Est-ce un ralliement massif des anciens hommes de troupes à l'ancien

ministre des Affaires étrangères ? Cette action est-elle un acte spontané ou une stratégie bien huilée depuis quelque temps ? S'agit-il d'un groupe rompu aux techniques d'auto-défense pour protéger les populations des hommes d'Ali Bongo ? Lors de l'élection présidentielle de 2016 (si elle a lieu), quel rôle joueront-ils exactement ?

Dans son allocution, Vincent Moulengui Boukosso a apporté, quelque peu, la réponse à ces interrogations « la lutte, corps à corps avec nos adversaires politiques sur tout le processus électoral et sur tous les terrains, est la meilleure voie pour une victoire démocratique ».

Voilà qui est clair. Après la renaissance, désormais place à l'action à l'Union républicaine pour la démocratie et le progrès. ■

Suite aux palabres d'état-civil d'Ali Bongo

Ali Bongo est-il affaibli ?

Quand le Front de l'opposition pour l'alternance énonce parmi ses actions prioritaires la destitution du chef de l'Etat, par effet de mode ou par mauvaise appréciation de la démarche, les détracteurs à l'intérieur et à l'extérieur disent attendre une action d'éclat, brutale et expéditive à l'image des révolutions du Burkina Faso, de la Tunisie, de l'Egypte ou des autres qui ont emporté des pouvoirs par des insurrections populaires. Est-ce vraiment possible dans notre pays ?

Georges Ogandaga

Le fait d'ailleurs qu'elle n'intervienne pas encore sous cette forme entraîne les railleries de certains. Surtout de ceux qui ont choisi d'aller aux élections sans préalables à remplir, en comptant sur la bonne foi des institutions républicaines qui ont cependant déjà démontré dans leur hostilité à l'égard de l'alternance, et qui en plus ont maladroitement affiché leurs ambitions et leur détermination à rééditer leur déni du choix populaire par le ministre de l'Intérieur.

Moubelet Boubeya a affirmé, sans aucune forme de raison, il y a peu, « qu'aucun opposant ne gagnera d'élection au Gabon tant qu'il est en poste ». Du coup, les avancées enregistrées dans cette voie de la fin de règne que les tenants ont

préférée douce et légale sont ignorées, de mauvaise foi ou par inadvertance par les contradicteurs. Pourtant... sauf Alain Claude Billie-By-Nze et le gouvernement dont il est le porte-parole, personne ne peut affirmer avec certitude qu'Ali Bongo sera candidat à cette élection d'août prochain.

Cette hypothèse semble pourtant de moins en moins évidente au sein d'un PDG qui est censé lui renouveler sa confiance et le représenter à cette consultation populaire. Un gros coin vient d'être enfoncé dans cette éventualité par Michel Menga M'Essone qui vient d'adresser à Ali Bongo une des lettres les plus douchantes pour rejeter sa nomination au poste de secrétaire adjoint au PDG. Le député de Cocobeach lui exprime certes poliment sa gratitude, mais décline l'offre parce que le



Ali Bongo a refusé de revêtir le costume de chef de l'Etat pour devenir chef de clan.

Un homme seul ?

G.O

Massavala Mboumba n'a pas eu des mots très tendres pour Ali Bongo en refusant de dire au nom du père, du fils et du beau-fils. Entendez qu'il s'est lassé d'attendre lui aussi une organisation plus démocratique et non héréditaire du parti. Cette famille Bongo s'est gravement fissurée avec la démission de Léon Paul Ngoulakia, cousin germain du distingué camarade président. Depuis, les démissions du parti ont cessé d'être des non-événements. Même le gros parapluie qui servait à défendre l'indéfendable en faveur du parti commence lui aussi à montrer des signes de grande lassitude.

La Cour constitutionnelle, par gourmandise et surtout l'envie de s'engraisser au détriment du peuple, a renvoyé Ali Bongo à ses chères études, en rejetant la loi de finances dont il a besoin pour travailler. Une récidive ! Puisque les mêmes juges constitutionnels ont jeté à la poubelle le projet de Code pénal derrière lequel Ali Bongo aurait pu s'abriter au cas où il n'arrivait pas à régler son problème d'acte de naissance.

Avec tous ces revirements, Ali Bongo doit se sentir (vraiment) tout seul face à son destin. Mais de quel destin s'agit-il ? Entre les prétoires de Tribunal pénal (où des plaintes en séries ont été déposées et pas qu'au Gabon) et le douillet confort d'un mandat supplémentaire mais aléatoire, la probabilité de réalisation de l'action se situe de quel côté ?

En plus, l'opposition, la plus radicale, ne le laisse pas tranquille. Elle agit en synergie pour au pire abrégé son mandat ou au mieux, qu'il ne puisse pas tenter de le renouveler. En tête du relais, la famille Myboto qui a eu l'habileté de cacher derrière une revendication familiale de vérification d'identités d'héritiers d'Omar Bongo, le prolongement politique de la procédure engagée en 2009 par Luc Bengone Nsi, candidat à la présidence de la République lors des élections anticipées dont Bongo fils s'est auto déclaré vainqueur.

Il ne faisait aucun doute dans l'esprit de personne que la demande d'accès à l'acte de naissance d'Ali Bongo formulée par la petite-fille de Myboto, aurait des ramifications politiques. De camouflages arrogants en multiples publications de documents différents pour le même bonhomme, la certitude de faux et usage de faux dans son dossier de candidature s'est ancrée dans l'esprit des Gabonais.

Certains compatriotes sont convaincus d'avoir face à eux un homme pour qui la loi ne représente pas grand-chose, qui peut la violer de manière impunie quand il veut et comme il le veut. Ses amis avec lui. C'est à ce niveau que d'autres Gabonais prennent le relais du combat de l'empêchement. Moukagni-Iwangou vient de saisir la commission électorale nationale et permanente aux fins de radier Ali Bongo des listes électorales pour s'y être inscrit avec un faux document. ■

rôle qui lui est confié semble à caution en ce qu'il le confine dans la simple organisation des événements.

De plus, il estime que les priorités du parti sont ailleurs. Depuis de longs mois, ses amis et lui essaient d'obtenir un débat démocratique dans la prise de décisions à l'intérieur du PDG. Cette nomination

ne lui semble donc pas opportune. Derrière cette façade ravalée par une apparence de courtoisie, se cacheraient cependant un refus de se mettre avec un pouvoir affaibli et sans lendemain certain. Il n'y aurait pas meilleur moyen de compromettre sa carrière politique aujourd'hui qu'en portant inutilement secours aux émergents en

cours d'immersion.

Comme tout le monde, il doit avoir vu arriver et additionné les signes du déclin. Membre du PDG, il note mieux que tout le monde le silence assourdissant du parti depuis que le distingué camarade président se débat seul dans son affaire d'Etat-civil qui va de rebondissement négatif et rebondissement d'enlèvement. Il sait que la déclaration de naissance issue du procès de Nantes n'est pas plus vraie que les deux premières parues dans la presse. Il sait donc aussi que la candidature naturelle du distingué camarade président est dans

une impasse et lui-même a juridiquement le dos au mur sans que le parti ne daigne dire le moindre petit mot de solidarité ni de compassion. Comment le ferait-il d'ailleurs ? Pourquoi le ferait-il si le discours des émergents n'a jamais été au rassemblement mais plutôt à la mise au placard de la vieille génération qui a encore l'estime de la population ? Comment le ferait-il si les rangs du parti sont devenus tellement lâches que de plus en plus de militants, de cadres, décrochent parfois avec pertes et fracas. Alors.... ■

Vers la porte de sortie ?

G.O

Bien évidemment, on n'attend pas d'Aboghe Ella qu'il applique la loi et ne fasse que ça, mais cette démarche légale a pour objectif de démontrer que le président du Gabon ne respecte pas les lois de son propre pays et même qu'il n'en a rien à faire. Diplomatiquement, ce n'est pas très bon pour un homme dont l'image à l'étranger, malgré les publi-reportages payés à coups de millions sur le dos du contribuable, reste hyper froissée par un bilan calamiteux et une image de flambeur peu soucieux des droits humains de sa population.

L'autre initiative est celle d'un Gabonais, Paul-Marie Gondjout, qui a porté plainte au pénal contre l'ancien maire du 3^{ème} arrondissement de Libreville pour avoir, en dehors de ses compétences et sur la base d'aucun document fiable, établi le faux acte de naissance grâce auquel Ali Bongo s'est présenté à la présidentielle de 2009. Un document qu'il reconnaît d'ailleurs faux lui-même.

Ali seul ? Presque seulement. Il a encore derrière lui ses irréductibles. Ceux qui, depuis sept ans, lui remplissent les oreilles de mielleux compliments et de fausses certitudes qu'il est le meilleur. De vrais griots qui ne lui transmettent pas la grogne qui monte dans la population du fait des effets de ses tâtonnements politiques, de ses engagements financiers plus axés vers le prestige ludique que vers l'utile pour la population. Ceux qui lui donnent la pilule tous les matins et le convainquent que les démissionnaires du PDG ne sont que des aigris déconnectés par la trop grande rapidité de ses réformes, les élèves et les fonctionnaires mécontents, des manipulés par l'opposition.

Mais combien sont-ils ces oracles noirs ? Combien n'osent-ils pas lui dire que le processus de sa destitution est bien en route et qu'à la vérité, le choix de la manière de sortir dépend maintenant de lui et de lui seul.

A moins de choisir la colère du peuple qui, devant toutes les évidences, se fâcherait gravement s'il voulait recommencer, il vaut mieux sortir par la grande porte en organisant sa sortie. ■

Graine Ma terre, ma réussite

Programme GRAINE
ma formation,
ma plantation,
ma maison.
Une nouvelle vie !

www.farabach.com/graine/gabon | twitter.com/grainegabon | www.graine.gn

Emergence de BOA (Bongo Ondimba Ali) Compte à rebours : plus que 2951 jours



Est-il normal de voir de tels cratères au centre de la capitale d'un pays promis à l'émergence ?



Le pont situé à l'échangeur d'IAI contraste avec le tableau de l'émergence.

Jean-Pierre Abele-Ntame

« **T**out flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute », disait Jean de Lafontaine dans sa fable *Le corbeau et le renard*. Et c'est vrai ! Les Gabonais viennent de faire l'amère expérience de cette maxime, eux qui avaient pris au pied de la lettre le baratin discours de BOA, ce président qui, six ans après sa prise de pouvoir, peine à pu-

bliquement montrer un acte de naissance authentique. Ce président qui avait ouvertement déclaré qu'il ne connaîtra la félicité que consécutivement au bonheur de son peuple. Six ans après, son peuple croupit sous les affres de la souffrance, et lui, en bon démagogue, s'éclate au quotidien avec sa légion étrangère, cette bande de profito-situationnistes qui aux yeux de BOA, représente le thermomètre de la société ga-

bonaise. Sinon, comment comprendre que depuis six ans, le quotidien du Gabonais s'est amenuisé alors que son pays est promis à l'émergence dans 2951 jours ? Véritable paradoxe qui démontre que la politique de BOA a échoué. Les Gabonais ont été escroqués par celui qui est venu au pouvoir pour la réalisation de ses fantasmes personnels et l'hégémonie de sa bande d'affidés. Samedi dernier, il s'est rendu

à Cocotier faire le travail démagogique qu'il connaît le mieux. Il a fait des promesses comme à l'habituel. Mais a-t-il oublié les promesses faites à Kinguelé ? A Bel Air ? A Beau-Séjour ? Et à toutes ces zones à qui il a promis le bonheur... La réalité est plus évidente, BOA est une catastrophe pour le Gabon, une véritable erreur de casting qui conduira sans doute ce pays dans de profonds abysses. ■

Tournée du Bureau National de la CONASYSED

« No money, no school ! »

Dans l'optique de communier avec sa base de l'intérieur du pays, et comme ce fut le cas dans d'autres provinces, la CONASYSED a entrepris une mission dans les provinces de la Nyanga, de la Ngounié et du Moyen-Ogooué les 1^{er}, 2, 3 et 4 février derniers.

Constant Mavoungou

Depuis le lancement du mouvement de grève de la CONASYSED le 04 janvier, les provinces de la Nyanga, de la Ngounié et du Moyen-Ogooué ont enregistré des couacs entre l'administration et les syndicalistes. Entre les menaces des autorités provinciales (le gouverneur notamment) et les emprisonnements de Lambaréné, le bureau de la CONASYSED avait besoin de rencontrer ses sympathisants pour les rassurer et aussi marquer son soutien.

Louis Patrick Mombo, délégué à l'administration de la CONASYSED par ailleurs, secrétaire général du SEENA, a conduit une forte délégation du bureau national de la CONASYSED à l'intérieur du pays. La première étape de cette tournée a été la province de la Nyanga. Là-bas, les syndicalistes ont été reçus par le directeur adjoint d'Académie, en présence du provincial Cyprien Mougouli. Après les usages liés aux civilités, la délégation a pris la direction de l'école Communale D de Tchibanga pour prendre part à la grande assemblée générale. Sur les lieux les attendaient des enseignants venus nombreux. Après avoir planté le décor, Cyprien Mougouli a présenté les hôtes de l'assemblée générale et le motif de leur venue sur les terres nimoises. Louis Patrick Mombo a résumé la tournée en deux points : « notre visite a un double intérêt, chers collègues. Nous sommes venus vous soutenir, soutenir nos camarades qui sont inquiétés



Partout où elle est passée, la délégation de la CONASYSED a été bien accueillie.

par la fourberie du pseudo comité de sages que nous avons fini par démasquer. Car nous connaissons ceux qui se cachent derrière ce regroupement de délinquants séniles. L'autre objectif de notre présence à Tchibanga est de venir vous expliquer davantage le bienfondé du mouvement de grève observé par la CONASYSED. Les points qui font l'objet de notre mouvement de grève tournent autour du paiement des rappels soldés attendus pour le 31 décembre 2014, le paiement des vacances, le paiement de la PIP du 2^{ème} trimestre 2015, l'annulation de l'avancement au mérite, la régularisation des situations administratives, la régularisation de tout le dossier du pré-primaire attendu depuis 2003 comme annoncé par le défunt président Omar Bongo et réaffirmé en 2011 par Ali Bongo. Chers collègues, l'heure est grave. Et

vous avez le soutien de tout le bureau national de la CONASYSED. Nous avons mis en garde ce comité de sages au sujet de l'atteinte à l'intégrité physique de nos membres dans la province de la Nyanga ». Comme autre orateur, Aimé Franck Boukinda a, quant à lui, édifié l'assistance sur les subtilités qui se cachent derrière la pseudo-augmentation des salaires des agents publics. Pour ce dernier, le nouveau système de rémunération est venu mettre un terme à « l'avancement automatique. Pire, la bonification personnelle des enseignants - Prime d'incitation à la fonction enseignante - ne repose sur aucune base juridique et demeure précaire à ce jour. La preuve, tous les enseignants qui ont sollicité des crédits, dans les simulations, elle n'est pas prise en compte. Les banques disent qu'elle est précaire et les services d'assurance ne donnent aucune garantie ».

C'est sur la base de ce discours que les membres de la CONASYSED ont entrepris les étapes de Lebamba et de Mouila dans la province de la Ngounié.

Autre province, le Moyen-Ogooué a constitué la dernière étape de la tournée de la délégation. A Lambaréné, les membres du bureau conduit par Louis Patrick Mombo ont voulu rassurer les enseignants sympathisants de la CONASYSED sur le cas d'emprisonnement des leaders syndicaux de la province. Un fait que la CONASYSED condamne avec la dernière énergie. Au final, dans l'ensemble des provinces visitées, un seul mot d'ordre est à retenir : « no money, no school ». La reprise n'est donc pas pour demain.

Faisant tomber les rideaux sur l'assemblée générale à Lambaréné, le bureau provincial a regagné Libreville le jeudi 04 février pour faire un compte rendu à la base. ■

Communiqué CONASYSED

Depuis l'avènement du « Génocide scolaire dans le secteur Education » en septembre 2009, avec l'arrivée de Monsieur Séraphin Moundounga à la tête du département Education, ce secteur est traversé par de multiples grèves, aussi bien des enseignants que des élèves des établissements secondaires, toutes réprimées, soit par la violence inouïe des forces de l'ordre ou par la prise des mesures iniques, arbitraires, et illégales de coupure et de suspension de solde à l'endroit des enseignants.

Aujourd'hui encore, depuis le 18 janvier 2016, nous assistons aux différents mouvements d'humeur des élèves régulièrement inscrits dans les établissements publics secondaires qui réclament le droit à l'instruction dans de meilleures conditions et le paiement de leurs allocations de bourse d'étude depuis le 3^{ème} trimestre de l'année scolaire 2014-2015.

Malgré les multiples interpellations de ces élèves à travers les responsables des Mutuelles et du Conseil national de la jeunesse du Gabon auprès des adultes et des responsables de l'administration scolaire, rien n'y fait : la situation empire. En guise de réponse, les dirigeants opposent la violence armée aux enfants au sein des établissements scolaires et même dans les salles de classe ! (Lycée technique national Omar Bongo ; CES de Ntoum et de Bikélé, lycée de Nzenzeng Ayong et d'Avor-bam...).

La violence a atteint son comble le 1^{er} février 2016 au Lycée Paul Indjendjet Gondjout où nos élèves de 6^{ème}, nos enfants, ont été sauvagement violentés à coups de matraques, de rangiers et de bombes lacrymogènes, puis amenés de force aux postes des différents commissariats et autres structures pour y être incarcérés et torturés physiquement et psychologiquement. Plusieurs élèves, outrageusement tabassés, affalés à même le sol étaient abandonnés à leur triste sort et les secours n'étaient constitués que par les élèves eux-mêmes. Plusieurs élèves s'en sortent avec des membres cassés, des blessures très graves au niveau de la tête et autres parties du corps et des troubles respiratoires... A ce jour, il ressortirait que plusieurs d'entre eux seraient encore retenus prisonniers.

Constatant la violation répétée des franchises scolaires et universitaires de nos établissements scolaires ; constatant que les forces de police prennent désormais nos enfants, la jeunesse gabonaise, pour des cobayes afin de tester leurs nouvelles armes, telles que les bombes lacrymogènes asphyxiantes ou décapantes ; constatant que les établissements scolaires et les salles de classes sont devenus des champs de bataille où policiers et élèves s'affrontent violemment ; constatant les dérapages des forces de l'ordre sur les élèves pourchassés jusque dans les salles de classe et les domiciles privés ; constatant que l'école gabonaise n'est plus le promoteur du savoir et de l'instruction, mais plutôt le laboratoire de tests de la violence armée sur les élèves ; inquiet par la recrudescence de la violence armée perpétrée sur la jeunesse scolarisée ;

La CONASYSED fustige et condamne avec la dernière énergie : le mutisme du Gouvernement, du ministre de l'Education nationale et des chefs d'établissements scolaires face à ce carnage, alors que « l'Etat a le devoir de protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalité physique ou mentale... de mauvais traitements... pendant qu'il est sous la garde des représentants légaux ou de toute autre personne à qui il a été confié ».

De même, la CONASYSED fustige et condamne avec la dernière force, le mutisme complice des Associations des Parents d'élèves et des parents eux-mêmes qui observent cette violence sauvage perpétrée sur leurs enfants, nos élèves, depuis le 18 janvier, sans mot dire.

Par ailleurs, la CONASYSED refuse farouchement que la jeunesse gabonaise soit poussée à la violence et à des actes rébarbatifs par le Gouvernement. Ce sont nos enfants ; ils sont l'avenir de notre Nation et les futurs dirigeants de notre pays. Il nous appartient à tous de les éduquer, de les former et de les protéger tel que nous le confère la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en son article 7 et la Convention relative aux Droits de l'Enfant en son article 19. La loi ne donne pas le droit au Gouvernement gabonais d'utiliser les forces de l'ordre pour violenter des enfants qui réclament leur droit à l'instruction et le respect de leur droit à l'allocation d'études. ■

Simon Ndong Edzo
CONASYSED (délégué général)

Fermetures du restaurant universitaire à l'UOB

C.M

Comme le dit la sentence, « les bonnes choses ne durent jamais ». Et cela est visible depuis ce matin à l'université Omar Bongo où, Sodexo, le service traiteur, vient de décider de fermer le restaurant universitaire pour accumulation d'impayés. D'après certaines sources, l'Etat qui devrait verser la somme de 11 milliards de FCFA pour couvrir les dépenses liées à l'alimentation dans les universités gabonaises, n'a pas débloqué les sous. Une situation qui a amené Sodexo à licencier vendredi dernier, un effectif d'environ 70 personnes de la main d'œuvre à l'UOB. Ce matin, c'est le clap de fin pour le célèbre Resto U, soit un handicap pour les étudiants et les enseignants qui s'alimentaient respectivement à 150 et 500 FCFA. Les étudiants qui menaçaient d'entrer en grève cette semaine pour réclamer le paiement de la bourse ont décidé d'ajouter cette fermeture au cahier de charges. Les jours à venir risquent d'être hyper tendus au temple du savoir. (Affaire à suivre). ■

Route Château - Salsa

Le chemin de croix des usagers



Au niveau du Château en allant vers le Moyo, des trous immenses rendent la chaussée impraticable.



Au carrefour Salsa, un grand cratère devenu un véritable lac artificiel en cette saison pluvieuse.



L'axe menant vers fin goudron Salsa s'est également dégradé de façon épouvantable.

Liliane Nkorouna

L'état des routes de la capitale économique inquiète plus d'un, et c'est peu dire, tant il est vrai qu'aucune politique d'entretien n'est mise en place par la municipalité qui, pourtant, dispose d'un service technique. Alors que l'on fait l'effort de bitumer quelques artères, beaucoup d'autres se dégradent de façon épouvantable, anéantissant ainsi les rares et maigres efforts consentis dans le domaine de la route. Ces efforts malheureusement concernent des artères de peu d'importance, situées pour beaucoup au

sein des cités. Alors que ces routes délaissées sont des routes très sollicitées et dont l'importance est avérée dans la vie des citoyens. Elles se dégradent au point où elles deviennent totalement impraticables.

C'est le cas de la route Château-Salsa devenue depuis plusieurs années un vrai calvaire pour les populations des quartiers qu'elle traverse. Au fil des années, des nids-de-poule qui s'y étaient formés au départ ont laissé place à des cratères géants qui font penser à une zone pilonnée par des obus en temps de guerre. Et lorsqu'il pleut,

ces trous énormes deviennent de vrais lacs, et là, même les piétons ont du mal à se mouvoir dans une zone quasiment désertée par les automobilistes. « Il est inadmissible qu'on laisse une route se dégrader jusqu'à ce point. Comment peut-on faire comme si personne n'habitait par ici alors qu'on est bien dans l'un des quartiers les plus populaires de la ville ? » s'interroge un notable de Salsa. Dans le quartier, il est devenu rare de voir un taxi. Quand ce dernier s'y aventure, il faut bien se dire que le client a dû déboursé une petite fortune.

Du côté du Conseil municipal, on

dit être conscient des difficultés des habitants de Salsa, consécutives à l'état catastrophique de la principale route de ce quartier. Cette route aurait même été prise en compte dans le budget voté l'année dernière. Les conventions ont bien été signées avec la société devant exécuter les travaux. Mais le premier paiement permettant le démarrage des travaux se fait toujours attendre. Du grain à moudre pour ceux qui clament sans cesse que les caisses de l'Etat sont vides.

Il n'est un secret pour personne que les entreprises spécialisées dans les

travaux publics installées dans la capitale économique tirent le diable par la queue. L'Etat, devenu très mauvais payeur, les a amenées à être plus intransigeantes. « Maintenant, tant que nous ne voyons pas la couleur de l'argent, nous ne démarrons pas les travaux. On nous doit beaucoup et pour débloquer quelques sous, il faut attendre longtemps. Une situation qui nous met en difficulté », explique un cadre d'une entreprise des BTP bien connue dans la ville.

Toutes ces explications ne changent rien au quotidien devenu pénible pour les habitants de Salsa

qui sont aujourd'hui résignés mais attendent de pied ferme ceux qui vont s'y aventurer pour parler politique. « Bientôt les élections. Nous savons qu'ils viendront battre campagne chez nous. Nous nous organisons de telle sorte que les meetings soient organisés sur cette route complètement défoncée. Ainsi ils verront que la promesse qui nous a été faite concernant la construction de la route n'a pas été tenue », affirme un notable du quartier. « Nous n'irons pas voter si nous n'avons pas la route », lancent quelques jeunes, plus directs et plus intransigeants. ■

Port-Gentil de plus en plus insalubre

Liliane Nkorouna

Le prix de la ville la plus propre n'est plus qu'un vieux souvenir. La capitale économique offre aujourd'hui un visage de moins en moins attrayant. L'insalubrité est partout présente sous toutes ses formes et ne semble offusquer personne. La nature très généreuse en cette saison pluvieuse voit l'herbe pousser de façon frénétique partout. Haute, elle arbore les artères partout dans les quartiers populaires et couvre certaines habitations. En l'absence de toute mesure coercitive, les citoyens se complaisent dans cette situation et attendent étrangement que la mairie vienne balayer devant leur porte. Même les espaces publics n'échappent pas au diktat de la nature, laissant impuissante la municipalité qui a la charge de les garder propres.



Des poubelles à ciel ouvert dans les quartiers comme ici à la cité Shell.

Outre l'herbe qui envahit les quartiers, les épaves de véhicules et de bateaux sont partout dans la ville. De l'avenue du bord de mer à Ntchengue, ces carcasses portant pourtant des sommations d'enlè-

vement sont présentes à tout bout de champ, enlaidissant la ville. « On se demande à quoi servent les inscriptions portées sur ces épaves par la mairie qui somme les propriétaires de les débarras-



L'état des bacs à ordures de GPS laisse à désirer

ser dans les 48 heures. Des inscriptions marquées depuis plusieurs mois, voire plusieurs années », fait remarquer un citoyen, choqué devant l'impuissance de la municipalité.

A cela s'ajoute la société Gabon propre service (GPS) qui montre aujourd'hui ses limites dans la collecte des ordures. La qualité même des bacs pose problème. Crasseux et parfois déchiquetés,

ces bacs posés au coin de certaines artères contribuent à renvoyer une image désagréable de la ville. On les trouve très souvent débordant d'ordures parce que le GPS ne prend pas en compte l'augmentation de la population dans nos quartiers. A certains endroits, faute d'espace approprié pour la collecte, les ordures sont jetées à même le sol formant ainsi des décharges publiques dans nos quartiers. « La ville devient de plus en plus sale! », ne s'est empêché de marteler un membre du bureau communal des sages lors d'une rencontre publique. Même les sages en parlent publiquement, il faut dire que la situation est vraiment critique.

Une réaction de la mairie est donc attendue pour redonner à la ville son aura d'antan. Mais en a-t-elle seulement les moyens? Là est la vraie question. ■

Quand le MPR fait trembler le PDG à Omboué

Liliane Nkorouna

Le Mouvement populaire des radicaux (MPR) de Félé Onanga a organisé le 30 janvier dernier une grande causerie à Omboué, capitale du département d'Etimboué. Il va sans dire que pour le MPR, cette sortie n'était pas anodine, loin sans faute, puisqu'il s'agit de la ville natale de son candidat à la prochaine élection présidentielle. « Les PDGistes font courir le bruit selon lequel Ping n'est pas populaire chez lui. Nous avons bien voulu leur prouver le contraire et ils ont été servis malgré les intimidations », explique un proche de Félé Onanga. En effet, le séjour de la délégation du MPR à Omboué a été émaillé de tellement d'embûches que beaucoup n'y croyaient plus. La place du marché choisie pour la causerie lui a été refusée par le maire d'Omboué. D'autre part, les sections du Parti démocratique gabonais (PDG) ont choisi le même jour pour organiser



Félé Onanga (droite), accompagné de son secrétaire général Delphin Mboumba lors de la causerie à Omboué.

une grande manifestation festive. « Pour faire échec à notre causerie, le Secrétaire provincial du PDG a fait le déplacement d'Omboué où son parti organisait une grande fête. Il y avait à boire et à manger et tous ceux qui s'y rendaient recevaient chacun la somme de 5 000 francs »,

rapporte un cadre du MPR qui indique que les populations d'Omboué ont pris l'argent, sont allées manger et boire rapidement avant de se retrouver du côté du domicile de Jean Ping où se tenait la causerie du MPR.

La résidence privée de l'ancien pré-



Les populations d'Omboué ont pris d'assaut la résidence de Jean Ping pour écouter le message du MPR.

sident de la commission de l'Union africaine a été ainsi prise d'assaut par des centaines de personnes dès 17 heures alors que les autorités locales avaient imposé aux organisateurs de commencer à 21 heures. Un autre stratagème de ces dernières de faire échouer cette rencontre qu'elles re-

doutaient tant. « Nous venons vous dire de ne pas avoir peur. Le PDG s'agite parce qu'il sait qu'il a déjà perdu l'élection présidentielle », a lancé Félé Onanga à la foule qui s'était amassée chez Jean Ping. Le président du MPR et ses camarades ont appelé

les populations d'Omboué à la vigilance et à la mobilisation. « Beaucoup racontent que Ping n'a rien fait pour Omboué. Même si cela n'était pas son rôle, on doit reconnaître que votre ville est l'une des rares du pays où toutes les artères sont bitumées. L'aérodrome, les quelques structures qui existent ici, vous n'auriez pas tout cela si Ping ne s'était pas impliqué. Alors, n'écoutez pas tous les oiseaux de mauvais augure qui veulent vous tromper », a lancé le président du MPR à son auditoire, non sans lui demander d'être mobilisé derrière « le fils du pays ». « Nous sommes venus ici allumer le feu de la résistance. La résistance par les urnes. Enrôlez-vous massivement afin que nous administrions une raclée à Ali Bongo et son PDG qui nous font vivre de promesses et d'eau fraîche depuis 7 ans ». Tel a été le message du président du MPR qui a au préalable reçu le soutien des notables et des jeunes de la ville natale de Jean Ping. ■

Des galons à profusion pour les forces de défense et de sécurité

Les agents de nos forces de Défense et de sécurité sont en joie en ce début d'année. Ils ont reçu des promotions en cascade comme cadeau du père Noël. Tout naturellement, nous leurs parents, ne pouvons que les en féliciter. Mais après l'euphorie, nous nous sommes arrêtés pour analyser l'origine et le bien-fondé de cette gratification.

Constant Mavoungou

La nomination des militaires aux différents grades est du ressort du chef suprême des Armées, donc du président de la République, lui-même chef de l'Etat dont la légitimité est terriblement contestée à cause d'un acte de naissance frauduleux. Dès lors, une question tombe sous le sens : d'où lui vient cette soudaine générosité de procéder aux avancements et autres nominations à tout vent ? Pour répondre à cette interrogation, il faut remonter à l'année 2009. En prélude à l'élection présidentielle anticipée, consécutive au décès du président Omar Bongo Ondimba, le candidat Ali Bongo Ondimba, alors ministre de la Défense, résolu à

glaner tous les votes possibles, avait, en plus de distribuer de l'argent aux militaires, procédé à la nomination aux grades supérieurs de tous les militaires du rang et sous-officiers subalternes. Cette action intervenait en plein mois d'août, alors que le tableau d'avancement est diffusé en janvier, pour toute l'année. Bien que dénoncée lors des contentieux post-électorales, cette action avait trouvé des justificatifs fallacieux. Lesquels avaient fait rigoler, même le plus « idiot » des soldats bénéficiaires. Mais la Cour constitutionnelle n'en a eu cure. Cette fois-ci, on s'y prend assez tôt, on fait usage de ses prérogatives, et tout est en ordre. En ordre ? Quid du fonctionnement normal des unités ? Car, avec toutes ces

promotions, il va s'installer d'emblée l'inadéquation entre les grades et les fonctions. Enfin, les chefs de corps et commandants en chef sauront s'accommoder, pourvu que la mission soit remplie. A propos de mission, qu'est-il attendu des bienheureux bidasses en retour de toutes ces largesses ? Comme en 2009, l'éventail des tâches est très large. A côté des missions régaliennes confiées aux Forces de sécurité en période électorale, il faut compter toutes les actions destinées à favoriser le candidat du pouvoir. Citons pêle-mêle, le musèlement ou l'intimidation des opposants, le vote obligatoire et multiple en faveur du distingué candidat, le bourrage des urnes, la dissimulation pour l'échange des urnes, l'escorte

et la protection du ministre devant proclamer les résultats inventés avant la fin des travaux de la CENAP, la répression, l'élimination physique des protestataires, etc. Nos militaires savent-ils que les armes de la République gabonaise leur sont confiées dans le but de : garantir l'intégrité du territoire national ; défendre les intérêts supérieurs de la Nation ; protéger les Institutions garantes de la Démocratie et des droits de l'Homme ; sauvegarder la vie des populations et de l'environnement ; assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public ; concourir au respect des engagements extérieurs du Gabon ? Ces missions ne font nullement d'eux les sujets de qui-conque. Au contraire, ils doivent, dans l'exécution de

celles-ci, faire montre de discernement et utiliser leur libre arbitre. Car l'exécution des ordres illégaux est imputable autant à l'exécutant qu'au chef qui les donne. La promotion massive des personnels des Forces de défense et de sécurité va entraîner une charge financière supplémentaire. Nous nous demandons comment le gouvernement va remédier à cet écueil, quand on sait que la masse salariale est déjà outrancière, que la dette intérieure s'accroît chaque jour, avec les perspectives budgétaires largement compromises par la chute effrénée du prix du baril de pétrole brut. Voilà une autre catégorie de personnels dont les revendi-

cations vont s'ajouter à celles des enseignants et des personnels de santé qui réclament leurs arriérés de primes, et des retraités qui attendent depuis belle lurette le paiement de leur indemnité de services rendus. Aux militaires de savoir qu'ils ne sont les sujets de personne. Que nul ne peut, et ne doit disposer d'eux pour les sales besognes. Que les galons sont un droit, conférés par les statuts et octroyés en conformité avec leurs qualifications, leur rendement et les emplois qu'ils tiennent. Ce n'est et ne doit être le cadeau de quiconque. Caporal, Homme de troupe, avancez.... ■

Atteinte aux droits fondamentaux de l'être humain

La Justice, temple du déni du droit ?

D.O

Dans une tribune intitulée « coulisse du Tribunal, l'étudiant, le B2 et les magistrats », le quotidien l'Union nous livre dans sa parution du vendredi 29 janvier 2016 l'histoire d'un étudiant arbitrairement arrêté, torturé, violé et menacé de mort par des militaires en fonction à la direction générale de la Contre-ingérence de la sécurité militaire, plus connue sous le nom de B2, le tristement célèbre « Camp Boiro » de la Guinée Conakry, très connu pour sa barbarie. Des sévices parfaitement connus des procureurs et tolérés par des juges d'instruction, murmure-t-on partout dans les salons feutrés à Libreville. Séraphin Moudounga, grand réformateur du système judiciaire devant l'éternel, ne devrait-il pas, avant de changer les institutions judiciaires, s'assurer que les valeurs cardinales qui gouvernent la profession de magistrat soient bien établies dans cette profession qui est non seulement garante des libertés individuelles mais aussi pilier de l'Etat de droit ? La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre



Moudounga doit agir pour éviter la pagaille observable dans le secteur judiciaire.

1948 dont la valeur constitutionnelle est consacrée dispose en son article 5 que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », l'article 9 ajoute que « nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu [...] ». Ces textes ont-ils dans l'esprit de nos magistrats et agents des forces de l'ordre et de sécurité la valeur qui leur est due ? L'article 69 de la Constitution précise que « les juges ne sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'à l'autorité de la loi

». Ceci dit, en vertu de quelle loi ont-ils aidé le B2 à obtenir des aveux par la torture et le service ? L'article 67 de notre loi fondamentale dispose que « la justice est rendue au nom du peuple gabonais [...] », de quel peuple ces magistrats ont-ils reçu le mandat d'arrêter arbitrairement des jeunes, de les violer, de les torturer pour obtenir des aveux sur des infractions qu'ils n'ont pas commis ? Mathias Otounga, ministre de la Défense nationale ne devrait-il pas, lui aussi, inculquer à ses

troupes les valeurs consacrées par les libertés fondamentales pour sauvegarder, ne serait-ce qu'à la face du monde, l'image d'un Gabon respectueux des prescriptions incluses dans les conventions qu'il signe et ratifie à tout vent et au final s'inscrit au premier rang des pays qui les bafoue ! Cette affaire met à nu les pratiques barbares de la direction générale de la contre-ingérence de la sécurité militaire (B2). Logiquement, cet acte ne devrait pas rester impuni. Si les responsables du B2 entendent mener une enquête interne pour que des sanctions pénales et disciplinaires soient prononcées, la même procédure doit être engagée par l'Inspection générale des services de la Chancellerie pour rompre définitivement avec une magistrature de compromis et de corruption. Pour reprendre Philoctète « ce sont eux qui, médians avec impunité, protecteurs de la fraude et de l'iniquité, infectent tous les cœurs de leurs lâches maximes : et l'abus du pouvoir enfante tous les crimes ». Le Gabon est face à l'abâtardie de sa société. Toutes les filles et tous les fils de cette patrie doivent en prendre conscience ! ■

Lucarne

Quand la méchanceté et la cruauté trônent au sommet de l'Etat

Emmanuel Ntoutoume Ndong*

Ali Bongo n'est pas seulement un homme très méchant, c'est aussi un être très cruel, sans scrupules, qui se délecte des souffrances des Gabonais.

Comment comprendre, au moment précis où se tient le procès de l'ancien président ivoirien à la CPI, que cet homme sans identité ni légitimité, arrivé par effraction à la tête de notre pays, ose envoyer l'armée au lycée Paul Indjendjet Gondjout brutaliser à coup de bombes lacrymogènes et de balles à blanc nos enfants qui ne faisaient que réclamer le paiement de leurs bourses ?

Un Gabonais né dans ce pays et l'aimant ne se permettrait jamais d'envoyer l'armée face à nos enfants, quelle que fût la raison. Pense-t-il vraiment continuer à trôner à la tête de notre pays par l'intimidation et par la terreur ?

Voilà un type qui a pris les rênes d'un pays prospère en 2009, avec un endettement maîtrisé (12% du PIB) et qui, pendant quatre ans, de 2010 à 2014, a bénéficié de ressources budgétaires exceptionnelles, a réussi à appauvrir notre pays et plus que doublé sa dette (près de 40% du PIB aujourd'hui), sans aucun résultat, et qui veut maintenant éviter le contrôle parlementaire en adoptant en catimini 7 ordonnances pour endetter encore plus le Gabon, pour financer de soi-disant projets dont certains figurent dans les lois de finances des années antérieures.

Le comble à propos de ces nouveaux emprunts, c'est que rien n'est indiqué, ni les montants sollicités, ni les taux d'intérêts pratiqués, ni les délais d'amortissement des emprunts, et cela au moment même où la plupart des agences de notation baissent massivement la note souveraine du Gabon et que de nombreux bailleurs de fonds multilatéraux marquent une défiance de plus en plus évidente vis-à-vis du Gabon et de sa gouvernance. Si ce n'est pas du sabotage, il faudra trouver un autre sens à ce mot. En tout état de cause, il faudra saisir la Cour constitutionnelle, en vue de l'annulation de ces ordonnances dont le but inavoué est d'éviter le regard du Parlement. ■

Citoyen gabonais

Le PDG se vide de ses électeurs traditionnels

Les cadres, parlementaires et autres hiérarques du parti au pouvoir sont au centre d'une vaste opération de radiation d'électeurs qu'ils exhortent à s'inscrire dans d'autres sièges à l'intérieur du pays, non pas pour soutenir Ali Bongo mais en prévision de leurs positionnements futurs aux élections législatives de novembre prochain.

Charles Mendome

Le constat est effarant pour les responsables politiques du Parti démocratique gabonais de l'Estuaire. Ces derniers assistent, quasiment impuissants, aux détournements de leurs électeurs traditionnels par d'autres camarades de l'intérieur du pays. Non pas parce que ces derniers veulent faire un carton plein pour Ali Bongo à l'élection présidentielle (au cas où) mais plutôt parce que, juste après ce scrutin, auront lieu les législatives.

Et il n'y aura pas une autre phase d'enrôlement sur la liste électorale après celle en cours qui s'achève en mars. Dans la plupart des centres et bureaux d'inscription, les agents font état, non seulement du manque d'engouement des électeurs à s'inscrire, mais le pire c'est que la majorité de ceux qui se rapprochent n'y vont que pour sol-

liciter leurs radiations. Beaucoup plus pour l'intérieur du pays que Libreville et ses environs. Et il ressort de nos investigations que ce sont des hauts cadres de l'administration, des députés PDG ou d'autres compatriotes fortunés qui s'assurent déjà leurs « bêtails électoraux ». Et l'affaire est d'autant plus facile pour eux qu'ils mettent beaucoup d'argent pour les motiver et promettent encore plus de sous le moment venu, alors que le PDG qui les a habitués à la motivation par des « instruments spécifiques » semble avoir abdiqué. Ali n'étant aussi large avec les militants de base et les sympathisants qu'avec sa cour impériale refuse de mettre la main à la mallette pour financer une quelconque opération de séduction des électeurs. Le mouvement migratoire de ces électeurs PDGistes étant important vers l'intérieur, il n'est donc pas exclu que le taux de participation, tant à la présidentielle qu'aux législatives, soit des plus

faibles dans l'Estuaire. Mais que les Estuariens ne se leurrent pas. Ce détournement d'électeurs se fait aussi à l'intérieur même de la province par des responsables véreux. C'est le cas de Paul Biyoghé Mba qui puise allègrement, par des traders infiltrés dans les communes de Libreville, Owendo et Akanda, des « électeurs volants ». En tout cas, il en a les moyens. Il y a aussi, le secrétaire général adjoint en charge de l'UFPDG, Chrystel Limbourg Iwenga, qui réquisitionne pour les besoins du 2^{ème} siège du 1^{er} arrondissement, les bougeuses de fesses des groupes d'animation. Patience Dabany aurait, elle, choisi de convoyer, par train, les « camarades » de Ngoulandé et Kounabéli à Akiéni. Comme quoi, les PDGistes préparent beaucoup plus leur avenir que celui de leur distingué président dont ils doutent de plus en plus de l'éligibilité. ■

Une publication du
Groupe Oloumambe
R.C.S. 2014B17089

N° Statistique : 035991 V

B.P 1343 Libreville (Gabon)

E-mail : hebdomadairelaube@gmail.com

Tél : 07 95 44 86/06 77 05 01

Directeur de publication

Hermeland Loubah

Rédacteur en chef

Orca Boudiandza Mouele

Secrétaire de rédaction

Olivier Nang Nzenz

Rédaction :

Charles Mendome

Ambroise Reteno

Constant Mavoungou

Jean-Pierre Abele-Ntame

Georges Ogandaga

David Otounga

Agnès Laplumacerbe

Jérémy Akame Djinne

Impression: Multipress

Distribution: Sogapresse

Tirage : 10 000 exemplaires